



ACHAT DES AVIONS DE CHASSE F-35 : Comment l'économie de guerre aggrave la crise sociale

Le coût d'un F-35 financerait la hausse des frais de scolarité au Québec pendant des années à venir

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2012

13 avril 2012

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Militarisation](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

La controverse autour de l'achat des chasseurs F-35 du géant étasunien de la défense Lockheed Martin prend de l'ampleur. Le Pentagone a commandé 2, 443 avions « afin de fournir la majeure partie de la force tactique aérienne de la US Air Force, du Corps des Marines et de la Marine pour des décennies à venir ». L'importante commande de systèmes d'armes de pointe s'inscrit dans le cadre de la « guerre sans frontières » des États-Unis, visant surtout la Chine, la Russie, la Corée du Nord et l'Iran.

Le coût total du programme atteindrait un montant effarant de 1,51 mille milliards de dollars au cours du soi-disant cycle de vie du programme, soit \$618 millions par avion. (Shalal-Esa, Andrea, [Government sees lifetime cost of F-35 fighter at \\$1.51 trillion](#) Reuters, 2 avril 2012.)

Plusieurs proches alliés des États-Unis, dont le Royaume-Uni, l'Australie, l'Italie, le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, la Turquie, Israël et le Japon, ont prévu acheter ces avions d'attaque F-35.

Les implications économiques et sociales de ce programme sont potentiellement dévastatrices. Outre le fait que les avions de chasse furtifs seront employés dans les futures guerres des États-Unis et de l'OTAN, qui provoqueront inévitablement la mort de civils, leur acquisition, aux frais des contribuables, auront pour conséquence d'exacerber la crise fiscale en cours. À moins d'être uniquement financées par une augmentation de la dette (ce qui est fort improbable), ces dépenses en systèmes d'armes perfectionnés nécessiteront l'adoption de mesures d'austérité concordantes pour une période allant jusqu'à trente ans, au détriment d'une génération entière.

Le coût d'approvisionnement militaire se fait toujours aux dépens des programmes sociaux, des investissements publics dans les infrastructures et de la création d'emploi dans l'économie civile. En revanche, très peu d'emplois seront créés par les entrepreneurs du secteur de la défense. La création d'un emploi dans l'industrie de l'armement aux États-Unis (2001) coûte entre 25 et 66 millions de dollars. (Michel Chossudovsky, [War is Good for Business](#), Global Research, septembre 2001.)

À l'heure actuelle, des mesures budgétaires draconiennes sont appliquées aux États-Unis et dans les pays membres de l'OTAN dans le but de financer « l'économie de guerre ». Ces mesures économiques, adoptées en plein cœur d'une dépression économique mondiale,

contribuent également à mener des économies nationales entières à la faillite et ont des conséquences sociales dévastatrices.



Le programme canadien des F-35

Au Canada, le gouvernement conservateur s'était engagé initialement à payer un total de 9 milliards de dollars pour le programme incluant 65 chasseurs F-35. Ce montant de 9 milliards constituait un camouflage politique. Le coût réel du programme, connu et documenté, était bien plus élevé. Dans son rapport présenté à la Chambre des communes (2 avril), le vérificateur général Michael Ferguson a confirmé que le coût du programme canadien du F-35 « pourrait atteindre 30 milliards sur une période de trente ans », à savoir, 462 millions de dollars par avion :

En mars 2011 le directeur parlementaire du budget (DPB) a présenté un rapport au Parlement sur les coûts estimés d'acquisition et de soutien [sic] associés à l'achat prévu d'avions de chasse F-35 par le Canada. Peu après, le département de la Défense nationale (DDN) a réagi au rapport du DPB en affirmant que le coût total associé au programme des F-35 serait approximativement de 15 milliards. Toutefois le rapport récent du vérificateur général révèle qu'en juin 2010, le DDN évaluait le coût réel à environ 25 milliards, ce qui représente un surplus de 10 milliards de dollars. En tenant compte de ce surplus, les coûts estimés par le DDN sont conformes à ceux du DPB.

Il convient de mentionner que le prix à l'unité prévu dans le programme du Canada (\$462 millions), et qui a fait l'objet d'une controverse politique, est considérablement plus bas que celui des États-Unis (évalué à \$661 millions) et de la Norvège (estimé à

\$769 millions pour la « durée opérationnelle » du F-35). (Témoignage du contre-amiral Arne Røksund, [41e législature, 1re session, Comité permanent de la défense nationale Parlement du Canada](#), 24 novembre 2011.)

Le budget d'austérité 2012 d'Ottawa

Un moment opportun : Le coût du programme d'achat de F-35, soit 30 milliards de dollars, était connu avant la présentation du budget. Toutefois, le rapport du vérificateur général (3 avril) concernant le dépassement de coût a seulement été rendu public *ex post facto*, cinq jours après le discours du budget du ministre des Finances, Jim Flaherty, le 29 mars.

Le budget fédéral de 2012 a présenté un scénario comportant des mesures d'austérité nécessitant des licenciements massifs d'employés du gouvernement fédéral, des réductions draconiennes dans les dépenses, incluant les fonds de pension, et une diminution des transferts fédéraux aux provinces. En revanche, on ne reconnaît pas la montée en flèche des dépenses en matière de défense résultant du programme d'achat de F-35, comme si cette question n'avait aucun rapport avec la structure des dépenses publiques.

Le gouvernement avait annoncé des mesures d'austérité draconiennes, cependant ces mesures budgétaires s'appliquent surtout aux dépenses non militaires. (Les estimations du budget fédéral indiquent une réduction modeste des dépenses militaires, lesquelles ne comprennent pas le dépassement des coûts prévisibles relatifs à l'achat d'armement.)

La question cruciale est la suivante : comment ce projet d'achat de F-35 de plusieurs milliards de dollars affecte-t-il le budget fédéral de 2012, lequel repose en grande partie sur la réduction considérable des dépenses « publiques » par rapport aux dépenses « militaires »?

La question du déficit budgétaire pourrait être résolue du jour au lendemain en freinant l'économie de guerre. Toutefois cette « solution » ne serait pas dans l'intérêt de la « paix et de la sécurité mondiale » préconisée par Washington.

Choisir entre le « beurre et les canons » : Comment cette hausse fulgurante des dépenses militaires allouées à l'achat de systèmes d'armes perfectionnés se répercute-t-elle sur toutes les catégories de dépenses civiles du gouvernement? Quel est l'impact sur l'investissement public dans l'économie civile?

Ces questions sont d'une importance cruciale pour le peuple des États-Unis, dont le gouvernement dépense la somme exorbitante de 1,5 billion de dollars (1,5 mille milliards) pour le programme de F-35. Les implications sont du même ordre pour les neuf pays ayant décidé d'acheter ces avions d'attaque coûteux, tout en mettant en place une « médecine économique de cheval » afin de financer le dépassement de coûts prévisibles des dépenses militaires.

« La guerre, c'est bon pour les affaires » (pour les entreprises œuvrant dans le domaine de la défense), pourtant elle précipite simultanément l'économie civile vers la faillite.

Le budget fédéral canadien ne mentionne nullement la question du programme des F-35 et son coût ahurissant de 30 milliards de dollars. Ce montant correspond à un coût moyen de 462 millions par avion, incluant le coût de « sortie d'usine » plus les soi-disant frais de soutien (entretien, coûts d'opération, investissements associés au programme).

L'État providence canadien s'écroule, les soins de santé sont sur le point d'être privatisés, l'enseignement primaire et secondaire est sous-financé et les universités sont en état de crise avec des frais de scolarité à la hausse. Pourtant, la question de l'économie de guerre n'a pas du tout été soulevée lors du débat sur le budget fédéral de 2012.

Quelles sont les répercussions de l'économie de guerre sur la population canadienne et québécoise? Comment cette économie arrive-t-elle à miner et déstabiliser l'économie civile? Comment affecte-t-elle le financement des programmes sociaux?

Il faut comprendre que les mesures d'austérité sont implantées en partie dans le but de financer l'économie de guerre.

Le programme économique néolibéral et le mouvement de protestation

Le mouvement de protestation contre les mesures d'austérité économique doit s'intégrer au mouvement antiguerre.

L'abolition de la guerre est une condition préalable à l'abandon du programme économique néolibéral. La guerre et la mondialisation sont intimement liées.

Le mouvement de protestation contre les mesures d'austérité gouvernementales appliquées au États-Unis, au Canada et au sein de l'Union européenne doit aborder la question des guerres menées par les États-Unis et l'OTAN.

Les avions de chasse furtifs F-35 ne sont pas des armes pacifiques. Elles font partie d'une machine meurtrière et l'on prévoit les utiliser contre la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord.

Ce sont des « armes de destruction massive » qui seront employées dans la « longue guerre » du Pentagone.

L'autre côté de la médaille concerne « le beurre ou les canons », à savoir la relation entre l'« économie civile » et l'« économie de guerre ».

La guerre et la politique économique néolibérale font partie d'un processus intégré.

Le coût exorbitant de ces systèmes d'armes perfectionnés contribue à détruire ce qu'il reste de l'État providence, sans compter l'appauvrissement d'une génération entière dans plusieurs États membres de l'OTAN.

Le coût du F-35 et la hausse des droits de scolarité au Québec

Les étudiants universitaires du Québec sont impliqués dans une manifestation de masse concernant la hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement du premier ministre Jean Charest.

Pourtant, au Québec, la question des dépenses militaires et de ses conséquences sur les programmes sociaux n'a pas été soulevée de manière explicite.

L'achat de systèmes d'armes perfectionnés se fera inévitablement aux dépens des transferts du fédéral au provincial, lesquels contribuent au financement de la santé et de l'éducation.

En restreignant le programme des chasseurs F-35, des fonds seraient immédiatement disponibles pour les étudiants universitaires du Québec. En fait, le coût associé à un F-35 (462 millions de dollars) libérerait amplement de ressources pour financer la hausse des frais de scolarité pour des années à venir.

Selon le plan du gouvernement Charest relatif au financement des universités québécoises, les droits de scolarité seront augmentés de 325 \$ par an, de manière cumulative, à partir de l'automne 2012 sur une période de cinq ans, soit de \$2168 en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

Dans le cadre de ce plan, les droits de scolarité augmenteraient graduellement sur une période de 5 ans dans le but de générer en 2016-2017 un montant additionnel de \$850 millions dont la contribution étudiante serait de l'ordre de 31.2% ([voir le document du gouvernement](#), voir également [Bloquons la hausse » La hausse des frais expliquée Flux des commentaires](#))

Selon le gouvernement, la contribution des étudiants, qui représentait 12,7 % des revenus globaux des universités en 2008-2009, sera portée progressivement à 16,9 % en 2016-2017.

Il y a [285 000 étudiants inscrits](#) dans les universités au Québec dont environ 180,000 sont à temps plein.

Le total estimé des frais de scolarité au Québec pour 285.000 étudiants est de de l'ordre de 606 millions de dollars.

Pensez y. Faites la comparaison.

Assurer la gratuité de l'éducation post-secondaire, sur une base annuelle au Québec, serait inférieur au coût d'un avion F-35, 661 millions de dollars. Une total de 65 F-35 au coût de 30 milliards de dollars....

La structure des dépenses du gouvernement fédérale doit nécessairement entrer dans le débat: les dépenses militaires au niveau fédéral ont une incidence directe sur le financement d'un projet de société au Québec. Le gouvernement Charest est complice. Il accepte le gel des transferts en faveur des programmes sociaux. Il ne remet pas en cause les énormes sommes allouées par le gouvernement fédéral au financement d'une guerre meurtrière sans frontières, au profit des fabricants d'armes étasuniens et leurs partenaires canadiens.

Mise à jour et analyse par l'auteur (dans la version française de l'article) sur les enjeux des droits de scolarité au Québec (Montréal, le 13 avril 2012)

Article original en anglais publié le 4 avril 2012 : [THE F-35 STEALTH FIGHTER PROGRAM: How the War Economy Contributes to Exacerbating the Social Crisis](#)

Traduction : Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

Articles Par : **Prof Michel Chossudovsky**

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca